



PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction de l'action locale
Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine
Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle
Service Veille et Sécurité Sanitaires et Environnementales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

Portant :

1°) Déclaration d'utilité publique

a) des travaux de dérivation des eaux par prise d'eau dans la Moselle et par le champ captant dit "réalimentation de Velle", sur la commune de Velle-sur-Moselle, par et au bénéfice de la commune de Rosières-aux-Salines

b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau

2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Rosières-aux-Salines du 25 septembre 1996 sollicitant la déclaration d'utilité publique d'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau dans la Moselle et du champ captant dit "réalimentation de Velle" ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 03 septembre 2013 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau dans la Moselle et du champ captant dit "réalimentation de Velle", sur la commune de Velle-sur-Moselle et au bénéfice de la commune de Rosières-aux-Salines ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi en juillet 2004 ;

VU le récépissé de déclaration de prélèvement au titre du code de l'environnement, délivré à la commune de Rosières-aux-Salines le 07 mai 2013 ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 02 novembre 2013 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 16 janvier 2014 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Rosières-aux-Salines et des autres collectivités desservies énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Rosières-aux-Salines ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Arrête

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} – Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux superficielles par prise d'eau dans la Moselle et des eaux souterraines par le champ captant dit "réalimentation de Velle", sur la commune de Velle-sur-Moselle, par et au bénéfice de la commune de Rosières-aux-Salines ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eaux ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine au bénéfice de la commune de Rosières-aux-Salines.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par prise d'eau dans la Moselle et par le champ captant dit "réalimentation de Velle" de Rosières-aux-Salines ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eaux ainsi que la définition des prescriptions associées à ces périmètres.

Les points d'eau concernés sont :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X =	Y =	
Prise d'eau de Velle	Velle-sur-Moselle	A 260	02682X0096	890 243	2 399 829	237
Réalimentation de Velle	Velle-sur-Moselle	A 260	02682X0097	890 344	2 399 958	237

TITRE II – PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DES POINTS D'EAU

Article 3 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée de la prise d'eau dans la Moselle et du champ captant "Réalimentation de Velle".

3-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate de la prise d'eau dans la Moselle et du champ captant "Réalimentation de Velle" est situé sur la commune de Velle-sur-Moselle et concerne les parcelles ci-dessous :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelle	Surface
Velle-sur-Moselle	A	Corvée du Vanné	260	5 ha 53 a 13 ca
			344	56 a 66 ca
Surface totale du périmètre				6 ha 09 a 79 ca

3-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est situé sur la commune de Velle-sur-Moselle et couvre une surface de l'ordre de 39 hectares.

3-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée est situé sur la commune de Velle-sur-Moselle et couvre une surface de l'ordre de 38 hectares.

Article 4 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Rosières-aux-Salines et doivent le rester. Ils doivent n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

La limite du périmètre de protection immédiate avec la route communale n°2 de Tonnoy à Velle-sur-Moselle doit être clôturée avec un portail d'accès à l'entrée du site. La limite du périmètre de protection immédiate avec la Moselle n'est pas clôturée. Le reste des limites du périmètre de protection immédiate est maintenu avec une clôture végétale infranchissable. Les bassins d'infiltration et de décantation sont clôturés et fermés à clefs.

Le périmètre de protection immédiate est régulièrement entretenu. Les parties en herbes sont régulièrement fauchées. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, etc.) n'y est autorisé. Les arbres et végétations sont abattus dès lors qu'ils sont susceptibles de provoquer des dégradations des clôtures ou des installations.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Article 5 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées ci-dessous.

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

5.1 - Travaux souterrains	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>5.1.1 La création de puits ou forages sollicitant le même aquifère que celui de la ressource protégée, sauf s'ils remplacent les ouvrages existants.</p> <p>5.1.2 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p> <p>5.1.3 La réalisation de mares et d'étangs.</p>	<p>5.1.4 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles. Les travaux de construction de maison ne sont pas concernés par cette mesure.</p> <p>5.1.5 Le remblaiement d'excavations de plus de 2 mètres est réalisé à l'aide des matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.</p>

5.2 - Stockages et dépôts	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
<p>5.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>5.2.2 Les stockages de produits chimiques et déchets solides.</p> <p>5.2.3 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables hormis ceux destinés à l'usage des habitations.</p> <p>5.2.4 Les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purin, lisiers).</p> <p>5.2.5 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>5.2.6 Les stockages d'effluents domestiques collectifs à l'exception des ouvrages de la station d'épuration de Velle-sur-Moselle.</p> <p>5.2.7 Les stations d'épuration, le lagunage à l'exception des ouvrages de Velle-sur-Moselle.</p> <p>5.2.8 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p>	<p>5.2.9 Les stockages d'hydrocarbures et liquides inflammables destinés à l'usage des habitations sont réalisés dans des cuves étanches à doubles parois ou munies d'un réceptacle de rétention étanche dont la capacité de stockage équivaut au minimum au volume stocké. Elles sont isolées des eaux pluviales pour interdire tout débordement.</p>

5.3 - Canalisations	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
5.3.1 Les canalisations d'eaux usées industrielles, d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux.	5.3.2 Les canalisations d'eaux usées domestiques et pluviales sont étanches et éprouvées avant mise en service. L'exploitant de la station d'épuration de Velle sur Moselle assure un contrôle régulier (au moins annuel) de ces canalisations et procède dans les plus courts délais aux réparations en cas d'observation de fuites.

5.4 - Rejets liquides	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
5.4.1 Les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles, d'effluents agricoles.	5.4.3 Les bassins d'infiltration d'eaux pluviales sont équipés d'un décanteur et d'un séparateur d'hydrocarbures.
5.4.2 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.	5.4.4 Les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées sont mis en conformité.
	5.4.5 Les rejets d'eaux usées des ouvrages de la station d'épuration de Velle-sur-Moselle sont évacués en dehors du périmètre de protection rapprochée.

5.5 - Constructions, infrastructures, loisirs	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
5.5.1 Les activités industrielles et installations classées.	5.5.6 Les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserves d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe.
5.5.2 Les bâtiments d'élevages et d'engraissement.	5.5.7 Les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement des voiries des zones urbanisées sont imperméabilisés.
5.5.3 Les silos produisant des jus de fermentation.	
5.5.4 Les bassins de rétention d'eaux pluviales.	
5.5.5 L'épandage d'herbicide pour le traitement des voies de communication, des aires de stationnement. L'épandage d'herbicide pour le traitement des jardins et espaces privés.	

5.6 - Activités agricoles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
5.6.1 Le maraîchage, serres et pépinières.	5.6.5 Les épandages de produits phytosanitaires et de dés herbants sont réalisés selon la législation en vigueur et selon le code des bonnes pratiques agricoles.
5.6.2 L'épandage de lisier et de boues de station d'épuration.	5.6.6 Le pacage du bétail s'effectue avec une charge d'animaux assurant le maintien permanent du couvert végétal des sols.
5.6.3 Les abreuvoirs, installations mobiles de traite et abris d'animaux à moins de 200 m du champ captant.	
5.6.4 Le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat.	

5.7 – Eaux superficielles	
ACTIVITES INTERDITES	ACTIVITES REGLEMENTEES
	<p>5.7.1 Tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence à la date de signature de l'arrêté fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la Police de l'eau.</p>

Article 6 – Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection éloignée (PPE)

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

6.1 Travaux souterrains :

- les puits, forages ou captages d'eau captant la nappe alluviale doivent être réalisés dans les règles de l'art. Afin d'éviter toute infiltration de pollution en profondeur via l'ouvrage, les moyens d'exécution sont tels que l'étanchéité entre la surface au sol et l'aquifère soit assurée.
- les sondages et forages de reconnaissance sont intégralement cimentés dans les règles de l'art après usage. Dans le cas d'une reconnaissance de la nappe alluviale, le sondage est équipé en piézomètre dont la tête est cadenassée ou intégralement cimenté après usage.
- tout projet de création ou d'extension de carrière doit faire l'objet d'une étude hydrogéologique démontrant l'absence d'incidence sur le champ captant.
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations autre que celle destinée à la construction d'habitations est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité de protection des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
- le remblaiement d'excavations de plus de 2 mètres est réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.
- l'ouverture par affouillements de plans d'eau, mares et étangs exige une étude hydrogéologique qui définit les conditions de réalisation et les prescriptions particulières éventuelles.

6.2 Stockages et dépôts :

- les stockages de déchets industriels, ordures ménagères, détritiques, produits chimiques, tout produit polluant ou déchet solide susceptible d'altérer la qualité de l'eau sont réalisés sur des aires étanches. Si celles-ci ne sont pas couvertes, les eaux pluviales en contact avec les produits sont traitées avant rejet dans le milieu naturel.
- le stockage d'hydrocarbures et liquides inflammables est réalisé dans des cuves étanches à doubles parois ou munies d'un réceptacle de rétention étanche dont la capacité de stockage équivaut au minimum au volume stocké. Elles sont isolées des eaux pluviales pour interdire tout débordement.
- le stockage de produits destinés aux cultures tels qu'engrais, purin, lisier, pesticides, etc., est réalisé dans des cuves étanches à doubles parois ou munies d'un réceptacle de rétention étanche dont la capacité de stockage équivaut au minimum au volume stocké. Elles sont isolées des eaux pluviales pour interdire tout débordement.

- les stockages d'effluents industriels ou d'effluents domestiques sont réalisés dans des bassins étanches et éprouvés avant mise en service. Une expertise technique est réalisée tous les cinq ans.
- les stations d'épuration ou de lagunage, les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains sont étanches et éprouvés avant mise en service. Le trop-plein est acheminé par canalisations ou fossés étanches en aval du périmètre.

6.3 Canalisations :

- toutes les canalisations sont étanches et éprouvées avant mise en service. L'exploitant assure le contrôle de ces canalisations et les éventuelles réparations en cas d'observation de fuites.

6.4 Rejets liquides :

- tout projet de rejet d'effluents traités est soumis à l'avis du service chargé de la police de l'eau.
- les eaux pluviales sont préalablement traitées par débouillage-déshuilage avant d'être dirigées vers les bassins d'infiltration des eaux pluviales.

6.5 Constructions, infrastructures, loisirs :

- toute construction produisant des eaux usées raccordable à un réseau public d'assainissement fait l'objet d'un procès-verbal d'essai d'étanchéité dressé avant la mise en service des canalisations. Celles-ci font l'objet d'un contrôle quinquennal par l'exploitant.
- les modalités d'extension, de modification ou de création de cimetières sont définies en fonction des conclusions d'une notice d'incidence.
- les travaux de voirie existante sont réalisés sous réserves d'utiliser des matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe.
- les bassins de rétention d'eaux pluviales sont étanches et munies d'un dispositif permettant le débouillage et le déshuilage avant rejet.

6.6 Activités agricoles :

- les épandages de produits phytosanitaires et de désherbants sont réalisés selon la législation en vigueur et selon le code des bonnes pratiques agricoles.

6.7 Eaux superficielles :

- tout projet susceptible de modifier l'écoulement des eaux superficielles par rapport à la situation de référence à la date de signature de l'arrêté fait l'objet d'une demande d'autorisation auprès du service chargé de la Police de l'eau.

Article 7 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous doivent être réalisés dans un délai d'un an :

- pose d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres avec portail d'accès muni d'un dispositif de verrouillage sur la limite du périmètre de protection immédiate avec la route communale n°2 de Tonnoy à Velle-sur-Moselle ;
- remplacement des échelles de la cuve du réservoir de Rosières-aux-Salines par des échelles en matériaux inoxydables bénéficiant d'attestation de conformité sanitaires.

Article 8 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Rosières-aux-Salines et Velle-sur-Moselle sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 5 et 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 9 – Publicité

Le présent arrêté est affiché à la mairie des communes de Rosières-aux-Salines et de Velle-sur-Moselle pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection doivent être annexées au plan local d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Rosières-aux-Salines et de Velle-sur-Moselle conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE III – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 10 – Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 11 – Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement de mise à l'équilibre calcocarbonique puis de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire. Les filières de traitement sont agréées par le ministère de la santé.

Article 12 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13 – Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe 1** : Plan de situation au 1/10000
- **Annexe 2** : Plan au 1/2000 et état parcellaire des périmètres de protection immédiate et rapprochée

Article 14 – Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy :

- dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ou de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée
- dans un délai d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 15 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau de recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- à l'agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au tribunal administratif.


Article 16 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- la sous-préfète de Lunéville,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,
- le directeur départemental des territoires,
- les maires des communes de Rosières-aux-Salines et Velle-sur-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 20 JAN. 2014

Le préfet,


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
Jean-François RAFFY